

FSMA_2023_20 dd. 27/09/2023

Orientations sur les politiques et contrôles visant à la gestion efficace des risques de BC/FT lors de la fourniture d'un accès à des services financiers

Champ d'application:

Les présentes orientations s'appliquent aux entités qui relèvent des compétences de contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers (ci-après « FSMA ») et qui sont visées à l'article 5, § 1^{er}, 11°, 13°, 16° et 18° à 20°, de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, ci-après dénommées « **entités assujetties** ». En outre, à l'égard des autres entités assujetties¹, la FSMA tient compte des Orientations d'EBA dans l'interprétation des dispositions de la loi que ces entités assujetties sont tenues de respecter.

L'ensemble des entités assujetties sont donc concernées par les orientations d'EBA. Une liste des entités assujetties est annexée à la présente communication.

Résumé/Objectifs:

Les orientations abordent le phénomène général du "de-risking". Il s'agit du phénomène par lequel (certains groupes de) clients se voient refuser l'accès à des services financiers en raison de risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme plus élevés. Les orientations précisent qu'un client ne peut se voir refuser l'accès à des services financiers en raison de facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme qu'après que les institutions concernées ont envisagé plusieurs autres options (telles que l'augmentation de l'intensité des mesures de contrôle). Les orientations décrivent également les étapes que les institutions doivent suivre lorsqu'elles envisagent de refuser ou de mettre fin à une relation d'affaires avec un client sur la base de facteurs de risque de BC/FT (notamment documenter). Les orientations clarifient enfin l'interaction entre l'accès aux services financiers et les obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les situations où les clients ont des raisons légitimes de ne pas être en mesure de se conformer aux exigences traditionnelles en matière de « Customer Due Diligence » (CDD).

La FSMA est d'avis que ces orientations apportent des précisions utiles sur l'application de certaines dispositions de la loi du 18 septembre 2017 et du règlement de la FSMA du 3 juillet 2018 et intégrera donc ces orientations dans sa politique de contrôle à compter du 3 novembre 2023. La FSMA utilisera ces orientations pour évaluer l'adéquation des évaluations des risques et des politiques et procédures élaborées par les entités concernées en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

¹ Les courtiers en services bancaires et d'investissement, les sociétés de gestion d'OPC(A), les opérateurs de marché et les prestataires de services en monnaies virtuelles.

Madame,
Monsieur,

Le règlement européen (UE) no 1093/2010² du 24 novembre 2010 institue l'Autorité bancaire européenne (ci-après, « **ABE** »).

En vertu de l'article 16, § 1^{er} du règlement européen précité, l'ABE peut émettre des orientations à l'attention des autorités compétentes ou des établissements financiers, afin d'établir des pratiques de surveillance cohérentes, efficaces et effectives au sein du système européen de surveillance financière et d'assurer une application commune, uniforme et cohérente du droit de l'Union européenne.

Conformément à l'article 16, § 3 du règlement européen précité, les autorités compétentes et les établissements financiers doivent mettre tout en œuvre pour respecter les orientations dont ils sont destinataires.

L'article 8, paragraphe 3, de la Directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme (ci-après, « **directive AML** ») impose aux États membres de mettre en place des politiques, des contrôles et des procédures pour atténuer et gérer efficacement les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Le 31 mars 2023, l'ABE a émis des orientations sur les politiques et contrôles visant à la gestion efficace des risques de BC/FT lors de la fourniture d'un accès à des services financiers (ci-après, « **orientations** »).

Les orientations s'appliquent à compter du 3 novembre 2023.

En émettant ces orientations, l'ABE vise d'aborder le phénomène général du "de-risking". Il s'agit du phénomène par lequel (certains groupes de) clients se voient refuser l'accès à des services financiers en raison de risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme plus élevés.

Les orientations précisent qu'un client ne peut se voir refuser l'accès à des services financiers en raison de facteurs de risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme qu'après que les institutions concernées ont envisagé plusieurs autres options (telles que l'augmentation de l'intensité des mesures de contrôle). Les orientations décrivent également les étapes que les institutions doivent suivre lorsqu'elles envisagent de refuser ou de mettre fin à une relation d'affaires avec un client sur la base de facteurs de risque de BC/FT (notamment documenter). Les orientations clarifient enfin l'interaction entre l'accès aux services financiers et les obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les situations où les clients ont des raisons légitimes de ne pas être en mesure de se conformer aux exigences traditionnelles en matière de « Customer Due Diligence » (CDD).

² Règlement (UE) no 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission.

Les orientations complètent les orientations sur les facteurs de risque de BC/FT (EBA/GL/2021/02).

La FSMA est d'avis que ces orientations apportent des précisions utiles sur l'application de certaines dispositions de la loi du 18 septembre 2017 et du règlement de la FSMA du 3 juillet 2018 et intégrera donc ces orientations dans sa politique de contrôle à compter du 3 novembre 2023. La FSMA utilisera ces orientations pour évaluer l'adéquation des évaluations des risques et des politiques et procédures élaborées par les entités concernées en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

* * *

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président,

Jean-Paul SERVAIS

Annexe : [FSMA 2023 20-01 / Orientations sur les politiques et contrôles visant à la gestion efficace des risques de BC/FT lors de la fourniture d'un accès à des services financiers \(FR\)](#)

Annexe : Liste des entités assujetties concernées

- Les entreprises d’investissement de droit belge agréées en qualité de sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement au sens de l’article 6, § 1^{er}, 2°, de la loi du 25 octobre 2016 relative à l’accès à l’activité de prestation de services d’investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement;
- Les succursales en Belgique des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement étrangères relevant du droit d’un autre État membre visées à l’article 70 de la même loi et les succursales en Belgique des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement étrangères relevant du droit d’un pays tiers visées au titre III, chapitre II, section III, de la même loi;
- Les sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement qui relèvent du droit d'un autre Etat membre et qui recourent à un agent lié établi en Belgique pour y fournir des services d'investissement et/ou exercer des activités d'investissement au sens de l'article 2, 1°, de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement, et, le cas échéant, des services auxiliaires au sens de l'article 2, 2°, de la même loi;
- Les sociétés de gestion d’organismes de placement collectif de droit belge visées à la partie 3, livre 2, de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances;
- Les sociétés de gestion d’organismes de placement collectif alternatifs de droit belge visées à l’article 3, 12°, de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires;
- Les succursales en Belgique de sociétés de gestion d’organismes de placement collectif étrangères visées à l’article 258 de la loi du 3 août 2012 précitée;
- Les succursales en Belgique de sociétés de gestion d’organismes de placement collectif alternatifs étrangères visées aux articles 114, 117 [et 163] de la loi du 19 avril 2014 précitée;
- Les sociétés d’investissement de droit belge visées à l’article 3, 11°, de la loi du 3 août 2012 précitée, pour autant que, et dans la mesure où, ces organismes assurent la commercialisation de leurs titres, au sens de l’article 3, 22°, c), et 30°, de la même loi;
- Les sociétés d’investissement en créances de droit belge visées à l’article 271/1 de la loi du 3 août 2012 précitée, pour autant que, et dans la mesure où, ces organismes assurent la commercialisation de leurs titres;
- Les sociétés d’investissement de droit belge visées à l’article 3, 11°, de la loi du 19 avril 2014 précitée, pour autant que, et dans la mesure où, ces organismes assurent la commercialisation de leurs titres, au sens de l’article 3, 26°, de la même loi;
- les prestataires de services d’échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales établis sur le territoire belge et visés dans l'arrêté du 8 février 2022 relatif au statut et au contrôle des

prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et des prestataires de services de portefeuilles de conservation;

- les prestataires de services de portefeuilles de conservation établis sur le territoire belge et visés dans l'arrêté du 8 février 2022 relatif au statut et au contrôle des prestataires de services d'échange entre monnaies virtuelles et monnaies légales et des prestataires de services de portefeuilles de conservation ;
- Les opérateurs de marché visés à l'article 3, 3°, de la loi du 21 novembre 2017 relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la Directive 2014/65/UE, organisant les marchés réglementés belges, sauf en ce qui concerne leurs missions de nature publique;
- Les personnes établies en Belgique qui exécutent, à titre professionnel, des opérations d'achat ou de vente au comptant de devises sous forme d'espèces ou de chèques libellés en devises ou par l'utilisation d'une carte de crédit ou de paiement, visées à [l'article 102, alinéa 3], de la loi du 25 octobre 2016 relative à l'accès à l'activité de prestation de services d'investissement et au statut et au contrôle des sociétés de gestion de portefeuille et de conseil en investissement;
- Les courtiers en services bancaires et d'investissement visés à l'article 4, 4°, de la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers, ainsi que les succursales en Belgique de personnes exerçant des activités équivalentes relevant du droit d'un autre État membre;
- Les planificateurs financiers indépendants visés à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification financière par des entreprises réglementées, ainsi que les succursales en Belgique de personnes exerçant des activités équivalentes relevant du droit d'un autre État membre;
- Les intermédiaires d'assurances visés à la partie 6 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, qui exercent leurs activités professionnelles, en dehors de tout contrat d'agence exclusive, dans une ou plusieurs branches d'assurance-vie visées à l'annexe II à la loi du 13 mars 2016 précitée, ainsi que les succursales en Belgique de personnes exerçant des activités équivalentes relevant du droit d'un autre État membre;
- Les prêteurs au sens de l'article I.9, 34°, du Code de droit économique, qui sont établis en Belgique et exercent les activités de crédit à la consommation ou de crédit hypothécaire visées au livre VII, titre 4, chapitres 1^{er} et 2, du même Code, ainsi que les succursales en Belgique de personnes exerçant des activités équivalentes relevant du droit d'un autre État membre, à l'exclusion des prêteurs au sens de l'article I.9, 34°, du Code de droit économique, qui relèvent des compétences de contrôle de la Banque nationale de Belgique en vertu de l'article 85 §1 3° de la loi du 18 septembre 2017.
